



Union Départementale
des Syndicats CGT
8, Place Malus
18000 BOURGES

-O-O-O-

ISSN 1168-0423

Prix : 0,15 €

Dispensé du Timbrage
Bourges CTC

P R E S S E

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 31.01.2007

Edito

BERNARD THIBAUT S'ADRESSE AUX SYNDIQUES (EXTRAIT)

Cher(e) camarade,

Je profite tout d'abord de ce courrier pour t'adresser, au nom de l'ensemble de la direction de la Cgt, mes vœux les plus chaleureux pour toi et tes proches à l'occasion de la nouvelle année.

L'objet principal de cette lettre concerne le développement de notre organisation et, plus particulièrement, la contribution que chacun(e) des adhérents(es) de la Cgt peut lui apporter.

Tirant le bilan de notre activité, notre dernier congrès concluait qu'il nous fallait, ensemble, consacrer plus d'énergie encore à l'implantation de la Cgt dans les entreprises, à la syndicalisation de milliers de nouveaux adhérents.

Les arguments pour nous engager dans la réalisation de cet objectif ambitieux sont nombreux. Le patronat et le gouvernement ne cessent de tirer avantage d'un nombre trop faible de syndiqués dans les entreprises.

La voix des salariés peine à se faire entendre dans l'élaboration des choix qui prévalent dans la gestion des entreprises et du pays.

Inorganisés, donc sans informés, beaucoup de salariés méconnaissent les droits existants. Les arguments en faveur de la syndicalisation à la Cgt sont, eux aussi, nombreux.

La Cgt est régulièrement placée en tête des syndicats par les salariés dans toutes les enquêtes d'opinions et singulièrement parmi les moins de 30 ans contrairement d'ailleurs à l'idée, encore trop répandue, selon laquelle c'est l'indifférence syndicale qui dominerait chez les plus jeunes des salariés ou futurs salariés.

La Cgt continue d'occuper une place centrale dans les mobilisations, la définition des revendications avec les salariés. Nous avons su en faire une nouvelle démonstration dans le formidable mouvement qui s'est opposé au Cpe du gouvernement Villepin.

C'est très souvent vers la Cgt que les salariés se tournent dès lors qu'ils sont confrontés à un coup dur.

Si l'année 2007 sera l'occasion de nouvelles échéances politiques importantes nous savons aussi, d'expérience, que rien ne peut se substituer au besoin qu'ont les salariés d'être organisés dans le syndicat pour que leurs intérêts soient réellement pris en compte en toutes circonstances.

Une plus large implantation syndicale est une des conditions à réunir pour transformer nos capacités de résistance actuelles en potentiel pour la conquête de droits nouveaux. Syndiqué(e) Cgt, tu sais qu'il y a urgence dans bien des domaines : salaires et retraites, emploi et précarité, démocratie contre rentabilité financière, égalité contre discrimination...

La force dont nous disposons pour la syndicalisation à la Cgt, ce sont chacune et chacun de nos 711 000 adhérents.

Nous aimerions pouvoir compter sur ta coopération. Auprès d'un collègue dans l'entreprise, d'un parent, d'un ami, d'un voisin... chacun, chacune a des opportunités pour sensibiliser à l'adhésion à la Cgt dans sa profession ou sa localité. Nous te demandons de regarder autour de toi, chaque adhésion est un point marqué pour les revendications contre les atteintes aux libertés.

Nous prenons des dispositions pour que la Cgt elle-même soit plus « accessible » aux salariés. C'est la mise en place progressive de syndicats de site pour ceux travaillant dans de petites entreprises, l'adhésion par Internet sur le site de la Cgt (info@cgt.fr ou www.cgt.fr).

En espérant t'avoir sensibilisé(e) sur le sens et la portée de notre campagne pour la syndicalisation à la Cgt je te renouvelle l'expression de mes meilleurs vœux pour la réussite de tes projets personnels et syndicaux.

Bien fraternellement.

Sommaire :

- Edito : B. Thibault s'adresse aux syndiqués.
- P 2 : Les Fonderies & Ateliers de St-Satur
- P 3 : Conférence Régionale 19 & 20 Fév.
- P 4 & 5 : Tract 8 Février : Public et Privé.
- P 6 : Emploi Industriel.
- P 7 : Rendez-vous syndicalisation
Nouveau Secrétaire à l'Organisation UD.
Nouveau système de répartition
des cotisations.
- P 8 : Programme 07 Formation Syndicale.

8 Février 2007
Retraites, Emploi, Salaires,
et Services Publics
Tous en grève

* * *

19 et 20 Février
à Chateaudun
Conférence Régionale

* * *

Du 19 au 23 Mars 07
Stage N2 à Bourges
Inscrivez-vous et déposez vos congés
avant le 19 février.

LES FONDERIES et ATELIERS de St-SATUR (146 SALARIES) ARRETONS LE BRAS DES PATRONS VOYOUS !

Le groupe CF2M se sert dans la trésorerie de FASS : l'actionnaire familial premier servi.

La cause des difficultés financières qui ont provoqué une procédure du Plan de Sauvegarde de l'entreprise sont à chercher dans la mise en place par le groupe d'une « pompe à fric » au bénéfice de ses dirigeants actionnaires qui met à sec la trésorerie des fonderies et provoque la cessation de paiement. L'actionnaire se paie avant de verser les salaires et de payer ses impôts dont les versements sont différés et constituent la dette sociale et fiscale (quelques 800.000 € estimés pour FASS).

Depuis 2002, le groupe a une dette envers FASS de 2,8 millions d'€uros.

Les dirigeants actionnaires ne mettent pas un sou dans les investissements et le développement, même pas pour les travaux de rénovation de la tour de refroidissement suite à un taux de légionellose détecté : une aide publique de complaisance a versé les 70.000 € du coût.

Les dirigeants se partagent une rémunération de 900.000 € sans compter les deux comptes courants de l'actionnaire familial sur les trésoreries, soit 1 million d'€ et les intérêts. J. Claude Delecroix touche son salaire de Directeur de St-Satur, celui des Fonderies Grandy, de CCFQ et celui de Directeur industriel de CF2M. La voiture de fonction est payée par la FASS.

Les dirigeants de CF2M vivent sur le pays et délocalisent

La dette justifiant le dépôt de bilan n'est pas générée par la marche de l'usine, ni malheureusement par l'investissement pour son avenir. Le PdG a confirmé qu'il s'agit bien d'une dette fiscale et sociale. Le seul investissement du groupe a été dans l'acquisition d'une fonderie en Pologne : MétalPol où il compte faire des superprofits avec 450 salariés avec le doublement de la production en 2006 grâce à une chaîne de moulage automatique pour des fontes GS en grande série.

Le groupe CF2M exploite la loi Perben au profit de l'actionnaire

La loi permet une renégociation pour l'épurement des dettes avec les banques ou de casser l'usine et l'emploi industriel laissant les salariés sans plan social et sans recours.

Cette loi Perben permet au groupe CF2M tout en lui assurant l'impunité, d'utiliser une procédure qui n'est qu'un habillage légal pour « patrons voyous » chers à Mr Sarkozy.

Tribunal de commerce du 26 janvier 2007 : l'action syndicale marque des points !

Une audience avait lieu ce matin au Tribunal de commerce de Bourges sur le dossier FASS.

Le tribunal a accordé une période d'observation de 6 mois (jusqu'au 13 juillet 2007). Cette procédure est renouvelable au-delà de cette date.

Ce qui a été acté au tribunal et les décisions prises confortent l'action que mène la CGT avec le personnel depuis des années.

Le carnet de commandes est bon (confirmé par l'administrateur judiciaire).

Selon les informations dont nous disposons, la maison mère (CF2M) doit 3,6 millions d'€ à la FASS alors que la « dette » de l'établissement de Saint-Satur est de 3,537 millions d'€.

C'est pourquoi nous demandons des éclaircissements sur l'origine de cette dette de la maison mère. En effet, au vu de ces deux chiffres, le dépôt de bilan n'est pas justifié.

Ce que réclame la CGT depuis des années a été pris en compte par certains intervenants au tribunal de commerce : il est absolument nécessaire d'investir dans l'outil de production ce qui a amené le tribunal de commerce à donner à la direction l'autorisation d'acquérir une machine à noyauter (un carrousel) d'un montant de 255 000 € auquel il faudra ajouter 45 000 € d'installation soit 300 000€ au total.

L'outil de travail n'est pas obsolète mais nécessite des moyens en terme de maintenance. Maintenance du parc machines mais aussi entretien des locaux. Depuis longtemps la toiture n'a pas été réparée, de l'eau coule sur des pièces ce qui rend celles-ci inutilisables et oblige à les refaire.

La gestion doit être modernisée : est-il normal que des factures soient rédigées manuellement et que la comptabilité se fasse sur Excel ?

L'entreprise dispose d'un personnel très productif mais c'est la direction qui doit retrousser ses manches.

La CGT va continuer à mobiliser pour que le CE obtienne toutes les informations nécessaires et soit partie prenante de la procédure engagée auprès du tribunal de commerce, assisté par un avocat.

Les revendications de la CGT se résument en ces points :

- pas de réduction du personnel, le contraire ne ferait qu'aggraver la situation en mettant l'entreprise dans l'impossibilité d'honorer toutes ses commandes,
- maintien et développement de la diversification de la production. Tout abandon d'un produit fragiliserait l'entreprise. Il faut savoir que toutes les fonderies qui ont fermé ne fabriquaient plus qu'un seul produit.
- des moyens pour la maintenance à la hauteur des besoins,
- modernisation de la gestion,
- information du personnel en donnant au comité d'entreprise toutes les informations qu'il est en droit d'obtenir.

Le syndicat CGT a édité un journal de 4 pages faisant la lumière sur la politique du groupe, à destination du personnel mais aussi de la population locale.

La Conférence Régionale se tiendra les 19 et 20 février 2007 à Châteaudun dans l'Eure et Loir.

Tous les membres des CE, des UD de la Région Centre y sont conviés.

Les enjeux régionaux prennent une place de plus en plus importante dans la vie économique et politique de notre société et dans le processus d'intégration européenne version ultralibérale.

C'est pourquoi il faut débattre de cette question, prendre des décisions.

Nous éliions également le Comité Régional.

Les membres de la CE de l'UD et de la CFC ont reçu un courrier et sont invités à retourner le bulletin d'inscription pour informer de leur participation ou non.



Le 8 février 2007

Retraites, Emploi, Salaires et Services publics, Public et privé, tous en grève et dans la rue !

Défendre les Retraites

Le COR (Conseil d'orientation des retraites, a présenté un rapport (le 4^e, intitulé « *Retraites, questions et orientations pour 2008* », dans le but dit-il, d'éclairer le gouvernement et le parlement dans la perspective du rendez-vous 2008.

Ce rapport préconise l'allongement de la durée des cotisations et la réduction du montant des retraites. Il table sur la division entre les salariés du secteur public et ceux du privé en proposant la suppression des régimes particuliers. En réalité, ce sont tous les régimes de retraites qui sont visés.

Défendre l'emploi

La réalité quotidienne des salariés et de leurs difficultés à vivre est ignorée. Tous les discours du patronat et du gouvernement, relayés par les médias, sont centrés sur la compétitivité. Donc, pour améliorer les marges financières et augmenter les dividendes des actionnaires, l'emploi est pris pour cible et tout particulièrement l'emploi industriel comme nous pouvons le constater dans le département.

Des dizaines de milliers d'emplois sont menacés au prétexte que le « prix du travail » serait trop élevé, sans jamais traiter les profits énormes, dégagés par les grands groupes qui dictent leur loi dans toute la société.

Dans notre département l'emploi industriel est en forte régression depuis plusieurs années.

Aucune région n'est épargnée. Cependant, les fondements même de l'économie de notre département sont tellement réduits, que son avenir est compromis.

Depuis des mois, et des années ce sont des « plans sociaux » qui s'empilent (Michelin, MBDA, GIAT, Rosières, Wagon Automotive, Bussière etc..), des entreprises qui ferment. (Après Case, Manoir Industries, Fulmen, Fudji film, LNI etc.), de nouvelles restructurations sur le bassin de Vierzon déjà sinistré (Timken, Parker...), des menaces qui pèsent sur les fonderies de St Satur, sur l'entreprise Pielstick à Jouet sur l'Aubois.

L'arrêt des embauches et les départ en retraite ou préretraite non compensées aggrave encore plus la situation et conduit à plus de précarité.

C'est le cas chez **NEXTER (ex GIAT), Michelin, Rosières, Wagon Automotive, Mbda**, mais aussi **Semt Pielstick, Timken, Bussière, Smurfit, Fass)** et les annonces récentes, de **134 suppressions de postes chez Wagon à St Florent.**

L'emploi industriel dans notre département représente aujourd'hui 20377 salariés sur les 67430 que compte le Cher (soit 30.21%). L'emploi industriel est en recul de 13% depuis 2001 !!!

Toutes les suppressions d'emploi réalisées ou annoncées dans le département ont pour origine des choix financiers dans l'intérêt des actionnaires et non des difficultés économiques.

Les entreprises en France disposent de 567 milliards d'€ de trésorerie, soit plus que le budget de l'Etat et des collectivités territoriales réunis.

C'est sur ces critères que l'on continue de supprimer des dizaines de milliers d'emploi dans les services publics que ce soit dans l'Education nationale, à EDF-GDF, à la SNCF, dans les différents ministères etc. Plusieurs candidats à l'élection présidentielle ont déjà annoncé leur intention de réduire massivement le nombre de fonctionnaires certains allant même jusqu'à prôner la suppression du statut de la fonction publique.

Défendre les salaires

1 salarié sur 2 gagne moins de 1500 € par mois. 4 salariés sur 10 voient leur salaire baisser chaque année. Parmi ceux-là, 2 sur 10 voient leur salaire baisser de plus de 15 %. Pour un nombre croissant de salarié, le salaire minimum ne suffit plus à payer un loyer et ils se retrouvent sans domicile fixe. Il faut une augmentation substantielle des salaires minimum dans toutes les grilles et une revalorisation globale de celles-ci afin de rattraper les pertes de pouvoir d'achat et reconnaître les qualifications.

Défendre et améliorer les conditions de travail

Les suppressions d'emploi massives dans le secteur privé comme dans le secteur public dans le but de rechercher toujours plus de productivité a pour conséquence une aggravation généralisée des conditions de travail. Les accidents du travail sont en augmentation ainsi que de nombreuses maladies professionnelles tels que les troubles musculos squelettiques.

La « gestion par le stress » se généralise avec une explosion du harcèlement moral au travail.

Défendre et améliorer les services publics

Les services publics sont un élément constitutif de la république : service rendu au prix coûtant, égalité de traitement entre tous les citoyens quel que soit leur lieu d'habitation, service de proximité.

Les privatisations continuent et les pouvoirs publics imposent une gestion selon les critères du libéralisme.

Des vérités à crier plus fort :

- pour démontrer que l'argent existe, pour répondre aux revendications et tordre le cou à l'idée que le travail serait un coût en France.
- en faisant la clarté sur la réalité des salaires et des besoins, nous allons faire reculer la pression qui s'exerce sur l'emploi et permettre des luttes convergentes, **TOUS ENSEMBLE.**

C'est pourquoi, l'Union départementale CGT appelle les salariés actifs, retraités, demandeurs d'emploi, salariés du public et du privé.

à faire grève et à manifester pour exiger partout l'ouverture de négociations sur les revendications exprimées ci-dessus.

JEUDI 8 FEVRIER 2007

- BOURGES à 10 h 30, place Séraucourt,
- VIERZON à 10 h 30, Forum République
- SAINT-FLORENT à 10 h 30, place de la République,
- SAINT-AMAND à 10 h 30, place de la République (place Carrée)
- LA GUERCHE à 10 h 30, place du général de Gaulle.

Emploi industriel : poursuivons nos mobilisations...

Le 12 décembre 2006, pour l'emploi industriel, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la CGC, de la FSU et de l'UNSA, 350 personnes manifestaient à Bourges, et autant à St Florent avec Wagon automobile.

Par delà, le nombre de manifestants qui est certes insuffisant eu égard aux enjeux, ces 2 manifestations alimentent forcément le débat, y compris par presse interposée, et remet sur le devant de la scène les questions de fond de l'emploi industriel, y compris en terme de reconquête. A l'issue du 12 décembre :

- *La majorité du Conseil Général prend position au travers d'un vœu.*
-
- *Le Medef se sent obligé de s'exprimer, puisqu'il porte de très grandes responsabilités dans la destruction de l'emploi industriel.*

QUELS PROLONGEMENTS ?

Le bureau de l'UD a proposé aux autres UD, qui sont d'accord, de travailler à la réalisation d'un forum sur l'emploi industriel avant les élections présidentielles afin de peser sur le débat politique.

Pour préparer cette initiative un document 4 pages commun aux UD pointerait un certain nombre de propositions susceptibles de doper l'emploi industriel.

Prochaines dates :

- *29 janvier, rencontre MEDEF et UD, à la demande des UD, sur l'emploi industriel et les moyens à donner aux OS pour siéger dans des comités de Bassins d'emploi ou équivalents.*
- *1^{er} février : rencontre des UD pour préparer le 4 pages et le forum.*

-O-O-O-O-O-O-O-

Sébastien MARTINEAU, nouveau secrétaire à l'organisation et à la vie syndicale de l'Union départementale.

Suite à la démission pour des raisons personnelles d'Alain DENIZOT, élu au congrès de l'UD des 16 et 17 février 2005 à ORVAL, la commission exécutive de l'UD du 11 janvier 2007 a désigné Sébastien MARTINEAU pour assumer cette tâche.
Sébastien, 34 ans, est magasinier à l'Hôpital George Sand, sur le site de Dun-sur-Auron.
N'étant pas élu par le congrès il assumera cette tâche en étant « coopté » sans voix délibérative à la CE, au bureau et au secrétariat de l'UD.

Le système de répartition de la cotisation change à partir du 1^{er} janvier 2007

Pour vous informer sur son fonctionnement et comment procéder pour reverser la part des cotisations revenant aux structures (Fédération, Union départementale, Union locale etc.) vous pouvez consulter la page du site Internet de l'UD : www.ud18.cgt.fr dans la rubrique ACTUALITES ou encore consulter le site www.cogetise.cgt.fr

Pour les cotisations au titre de l'exercice 2006, elles sont à régler selon l'ancien système.

✂ -----

Rendez-vous de la syndicalisation

Afin de mettre à jour la connaissance de l'Union départementale du nombre de syndiqués CGT dans le CHER, nous invitons les syndicats à nous retourner dès que possible le formulaire suivant :

Nombre de FNI encaissés par le syndicat au titre de 2006 :

Pour les syndicats départementaux prière d'indiquer leur Union locale d'appartenance :

- Bourges :
- Vierzon :
- Saint-Florent :
- Saint-Amand :
- La Guerche :
- en dehors de ces UL :

Nombre d'adhésions nouvelles réalisées au titre de 2006 :

Nombre de FNI encaissés par le syndicat au titre de 2007 :

Pour les syndicats départementaux prière d'indiquer leur Union locale d'appartenance :

- Bourges :
- Vierzon :
- Saint-Florent :
- Saint-Amand :
- la Guerche :
- en dehors de ces UL :

Nombre d'adhésions nouvelles réalisées au titre de 2007 :

Les syndicats sont invités par la même occasion à mettre à jour le fichier de leurs adhérents pour COGITIEL (retirer ceux qui ne sont plus syndiqués, ajouter les nouveaux, signaler les modifications (stages suivis, changements de responsabilités, etc.....)).

Désignation	Dates	Dépôt des Congés Responsables	Thèmes abordés	A qui s'adresse-t-il ?
N2 2^{ème} PARTIE	19 au 23 Mars à Bourges	13 Février Véronique REINE Nadine MECHIN	Services Publics, Etat Questions internationales	A tous les camarades qui ont suivi la 1 ^{ère} partie
N 2 1^{ère} Partie	3 au 7 Décembre à Bourges	3 Novembre	Exigences pour les salariés dans la Sté d'aujourd'hui. Rapports sociaux Quelles perspectives dans la crise ? Quel syndicalisme CGT ?	Tous les camarades qui ont suivi le niveau 1
CoGiTiel	Formation et suivi A la demande	Maryvonne GOUDINOUX		
N1 * Bourges Modules : Rédiger un tract Négociations Annuelles Obligatoires * Pour les autres UL	4 au 8 Juin 3 et 4 Mai 29 et 30 Janvier Décisions UL	4 Mai 3 Avril 29 Décembre	Le stagiaire, acteur de sa formation. Comment s'élaborent les revendications, la société, le syndicalisme, la CGT.	Ce stage s'adresse à tous les syndiqués
CHSCT/ATMP Tronc commun	2 au 6 Avril à Bourges	2 Mars Georges ORTEGA Laurent KIM	Santé au travail. Rôle et mission du CHSCT. Analyse d'un AT. La réglementation.	A tous les élus et mandatés de toutes branches. A tous les syndiqués.
CHSCT à partir du 2^{ème} mandat HARCELEMENT	5 au 7 Novembre	5 Octobre Georges ORTEGA	Différentes formes de harcèlement. Comment identifier et aider une victime. Comment se défendre avec le CHSCT	A tous les réélus CHSCT qui ont suivi le tronc commun de cette formation. A tous les syndiqués intéressés.
COMMUNICATION	11 au 13 Juin et 19 au 21 Nov.	11 Mai 19 Octobre Patrick BAUDOIN Régis RUELLE	Comment appréhender les différents modes de communication. Mise en situation au travers de moyens vidéo.	A tous les syndiqués et militants intéressés.
PRUDIS et ACTION JURIDIQUE	FOECY	Claudine CERCEAU		Cycle à l'intention des Conseillers CGT Prud'hommes et pour les militants intéressés par l'action juridique.
Formation Pédagogique de FORMATEURS	15 au 19 Octobre Bourges	15 Septembre Véronique REINE Nadine MECHIN	Préparer et animer un thème dans un stage. La Communication dans l'animation d'un stage.	Aux camarades qui ont suivi le Niveau 2.
Conservation des Archives Stage Régional	21 au 23 Mai à Vierzon	Robert AUVITY	Comment archiver.	Aux militants de toutes nos structures et en particulier aux responsables des UL et syndicats.